

DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE



Une troisième voix pour changer la France avec le Socialisme dans la Liberté

QUI CROIRE ? A QUI FAIRE CONFIANCE ?

Peut-on oui ou non réduire les injustices que tout le monde dénonce ? Tous veulent la même chose, mais la France est coupée en deux contre la volonté des Français.

Il faut une autre solution que de se partager des ruines ou s'inféoder à quelques privilégiés. Ce n'est pas conforme au réalisme des Français.

Si de grands progrès scientifiques et techniques ont été accomplis, ils n'ont pas été suffisamment orientés vers l'amélioration des conditions de travail, la qualité de la vie et la justice sociale, soit parce qu'on a trop fait confiance à la politique politicarde ou bien à la technocratie systématique. De plus, on n'a pas tenu compte d'une morale spirituelle, humaine et sociale indispensable à toute évolution humanitaire.

Quelle que soit la Majorité, il faut qu'elle tienne compte des aspirations non pas de 25 millions, mais de 53 millions de Français.

CHANGER LA FRANCE C'EST :

● Améliorer les conditions de travail, réduire les horaires, la 5e semaine de congés aux plus de 50 ans, extension des horaires à la carte. Augmenter le SMIC sans répercussion sur les hauts salaires. A travail égal, salaire égal pour les hommes et les femmes.

● Rétablir la liberté syndicale, sans pression politique, revenir à leur but initial : défendre tous les travailleurs, les initier davantage à la marche de leur entreprise pour leur permettre d'y développer leur rôle en toute connaissance de cause, ne pas les laisser dans une ignorance volontaire qui favorise les manipulations politiques.

● Renoncer à l'extension systématique des nationalisations qui coûtent déjà 40 % de leurs impôts aux contribuables. Faire croire aux salariés nationalisés qu'ils sont à l'abri de la crise économique, alors que ceux du secteur privé, comme les agriculteurs, commerçants et artisans qui ne seront jamais « nationalisables », devront payer avec le fruit de leur travail, le déficit des nationalisés. On ne supprime pas l'injustice par une autre, il faut que les contribuables puissent contrôler aussi bien la politique des Sociétés multinationales que la gestion des Sociétés nationalisées comme celle de tout organisme d'Etat.

● Avoir l'honnêteté de reconnaitre que si la France va vers une crise, pourquoi y entrainer les travailleurs étrangers ; il serait plus raisonnable ou d'en réduire le nombre ou d'en limiter l'immigration et les assimiler véritablement ce qui revaloriserait le travail manuel et la valeur de chaque individu dans une société ne pratiquant plus cet esclavagisme moderne, forçant ainsi à des investissements qui facilitent le travail.

● Réorganiser le chômage qui doit rester une aide et non pas devenir une profession. C'est créer un carnet individuel permettant plusieurs essais ou stages quelle que soit la profession, même à des salaires inférieurs, la différence étant prise en charge, ainsi que les charges sociales, par les caisses de chômage sur la base du salaire initial ce qui inciterait les employeurs à l'embauche. L'économie réalisée sera consacré à un recyclage ou un reclassement plus efficace, ou bien une assistance plus étendue.

● Considérer la tâche sociale de la femme au foyer, comme un véritable travail, en augmentant les allocations mais en les ajustant sur les revenus des ménages.
Création de la retraite de la mère de famille. Aider les jeunes ménages dès le premier enfant.

● Améliorer la vie des personnes du 3e âge, c'est leur donner la considération à laquelle elles ont droit, tout en les faisant participer à la vie active, en faisant appel à leur expérience.

● Etre jeune avec les jeunes, ne pas décourager leur enthousiasme moral, intellectuel ou pratique. Nos exemples sont-ils toujours bons à suivre ? Pensons d'abord à les informer avant de les déconseiller.

L'enseignement : l'efficacité doit être le seul critère dans la répartition du soutien de l'Etat, à l'exclusion de toute autre considération.

Les jeunes par leur libre choix doivent « s'autodéterminer » se rendant ainsi « responsables » de leur mode de vie.

Aménager le service militaire en deux tranches : la première, 6 mois de préparation militaire ou civique ; la deuxième : stage d'orientation, d'apprentissage ou de perfectionnement en rapport avec leurs métiers ou leurs études.

● Préserver la France, c'est respecter la nature et plus particulièrement dans notre région, avec la création d'un plan d'ensemble en y faisant participer tous les intéressés. La France est un bien national dont la terre se cultive, s'entretient et se préserve grâce à la compétence et à l'amour de chacun, mais elle ne peut souffrir une collectivisation impersonnelle, irresponsable entre les mains « lisses » d'une bureaucratie inefficace et incompétente.

● Décentraliser les pouvoirs de décision au profit des communes et des départements. Abolir la T.V.A. pour tous les travaux d'aménagement des collectivités locales. Lorsqu'il y a implantation de biens d'équipement nationaux, l'Etat doit en supporter toutes conséquences directes ou indirectes, prévues ou non, sans que les budgets communaux aient à en souffrir

● Favoriser les associations de consommateurs et de producteurs dans la région, afin de faciliter la création de moyennes ou grandes surfaces en y faisant ainsi participer les commerces locaux.

● Réformer l'impôt sur le capital qui en aucun cas ne devra porter sur l'outil de travail, comprenant aussi bien les machines, les terres, les fonds de commerce ou les bâtiments industriels. Supprimer l'impôt sur les plus-values lorsque le réemploi contribue à la création d'emplois nouveaux, condition également applicable aux successions.

● C'est aussi changer la mentalité des Français vis-à-vis de l'Etat et celle de l'Etat vis-à-vis des Français. Les organismes publics, s'ils ont une lourde tâche, sont capables d'erreurs : il est intolérable que les citoyens en supportent les conséquences avant même de pouvoir se justifier. Les rapports entre les Finances et les Contribuables doivent être humanisés, car eux aussi ont le droit à l'erreur comme les gouvernants.

● Revaloriser notre région, c'est créer l'axe Nord-Sud de façon à développer les exploitations agricoles et industrielles, favoriser la circulation de la main-d'œuvre, faciliter les échanges directs avec la capitale, mais aussi c'est rendre plus accessible une des plus belles forêts de France, les bords de Loire à vocation touristique internationale.

● La région doit encourager les jeunes agriculteurs à s'associer de façon à bénéficier plus efficacement des aides qu'elle doit leur apporter, revalorisant ainsi auprès d'eux les métiers de la terre, de l'artisanat et du commerce s'y rattachant.

● Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de l'évolution inévitable de notre société à laquelle tous les Français devront participer qu'ils le veuillent ou non. La France déjà saturée par la violence insuffisamment réprimée ne pourrait supporter une révolution pour satisfaire ses aspirations légitimes. C'est pourquoi, il faut faire confiance à l'arbitrage du Président de la République, élu au suffrage universel et qui par ses actes et ses écrits, s'en est montré digne.

POUR CHANGER LA FRANCE SUR DES BASES MORALES, SOCIALES ET DÉMOCRATIQUES

votez J. J. DUMONTPALLIER

(OUZOUER-SUR-LOIRE)

Suppléante : Gisèle DUFOUR

(PRESNOY)

Douard - Paris